



Région Centre

CONSEIL RÉGIONAL

GROUPE COMMUNISTE

Déclaration de Jean-Michel Bodin

CPER :

**« La copie de l'État est à revoir »
déclare le Groupe des Élus Régionaux Communistes**

L'Assemblée Régionale va débattre avec l'État du futur Contrat de Projets État-Région (CPER 2007–2013).

Le gouvernement prétexte le manque de moyens financiers pour réduire de plus de la moitié ses engagements dans ce CPER. Il n'est pas vrai que l'État serait devenu subitement pauvre. C'est le gouvernement de droite qui a décidé volontairement de l'appauvrir en faisant cadeaux sur cadeaux aux entreprises et aux grandes fortunes : aides, réductions de charges, exonérations fiscales, etc.

Les moyens existent donc de redonner à l'État les capacités financières de mener son action, en mettant fin à la politique libérale, toute en faveur du capital.

Du fait de cette politique libérale actuelle, les propositions de l'État pour le futur CPER ne répondent pas, ni pour aujourd'hui, ni pour demain, aux exigences des besoins de la très grande majorité de la population de notre région, des collectivités, des associations, des citoyens qui, par leur action, jouent un rôle dans la vie de la région Centre.

Comme les élus du groupe communiste, tous sont heurtés, voire choqués de ces propositions de l'État.

On ne peut pas les accepter, car elles consistent à profiter du CPER pour accentuer les transferts de charges sur les collectivités et donc sur les contribuables.

Le gouvernement nous propose de participer à la mise en place de politiques qui vont opposer les territoires et donc accentuer les déséquilibres sociaux et économiques, renforcer la crise qui conduit au manque d'emplois. Les élus communistes dans la région et beaucoup de nos compatriotes n'accepteront pas de signer ce qu'il faudrait considérer comme un "acte de reddition".

Une politique nationale, régionale, ne doit pas être l'addition de projets, mais doit être, au contraire, un projet politique construit avec les populations par différents moyens démocratiques. Les échéances à venir sont un de ces moyens parmi d'autres...

Quand le gouvernement remplace le mot "plan" par le mot "projet" dans les CPER, c'est significatif d'une volonté de rupture avec une planification utile qui devrait être offensive, ambitieuse pour le développement de notre territoire dans tous les domaines au service des habitants.

Le manque d'engagements financiers de l'État a bloqué les dynamiques de développement que nous avons engagées en Région Centre ces quatre dernières années, ce qui illustre la rupture.

Loin des polémiques politiciennes, il devrait être question de construire avec l'État un contrat qui soit juste, parce que répondant aux besoins des habitants, adapté aux besoins régionaux, lesquels ont été et sont encore soumis aujourd'hui au débat.

Les moyens financiers à engager pour le CPER doivent être à la hauteur.

Le gouvernement nous dit : « on voudrait bien faire plus, mais nous ne pouvons pas ! Il y a le déficit public, les grands équilibres, les critères de convergence, etc... »

Mais alors, comment comprendre, accepter, que les exonérations diverses annoncées dans les dernières déclarations de Messieurs de Villepin et Sarkozy débouchent sur un cadeau de **640 millions d'euros en année pleine** avec la suppression du salaire différé, appelé injustement charges sociales, que nous paierons en impôt direct ou indirect et qui viendront gonfler les 160 milliards d'allègements déjà engagés entre 1993 et aujourd'hui, **sans aucun effet positif et durable sur l'emploi !**

Cette année, 30 milliards d'euros ont été distribués aux actionnaires des 40 plus grandes entreprises.

En taxant les actifs financiers des entreprises à un taux faible de 0,5%, 25 milliards d'euros seraient disponibles pour les collectivités et pourraient être répartis par une péréquation nationale solidaire – *une proposition de Loi en ce sens a été déposée par les parlementaires communistes et républicains.*

Socialement juste, cette mesure serait aussi efficace pour le développement économique et l'emploi. La décider est une question de volonté et de courage politique.

La copie de l'État est donc à revoir, dans les domaines essentiels précisés dans les propositions de notre assemblée.

Nous appelons nos concitoyens à agir pour un bon CPER.